



Suggestions des questions proposées par la commission

a) Sur le « paysage associatif » actuel

1. Combien d'adhérents revendiquez-vous et quel est leur profil ?

L'APG est une toute jeune association créée en juin 2014. Nous avons 24 adhérents, des gendarmes de tous grades, officiers et sous-officiers, retraités et actifs.

2. Quelle lecture avez-vous du paysage associatif dans votre domaine et comment situeriez-vous les différentes associations les unes par rapport aux autres ?

Je possède déjà une assez grande expérience du milieu associatif au sein de la Gendarmerie. En effet j'ai présidé l'Association Gendarmes et Citoyens que m'avait confié le Lieutenant Colonel Matelly, fondateur de cette association et actuel président de GendXXI. J'ai quitté AG&C à la suite de divergences de vues d'ordre privées.

Jusqu'à présent les différentes associations proches de la gendarmerie avaient peu de contact entre elles, néanmoins j'ai des contacts réguliers avec le colonel Bessy et le capitaine Bavoil, respectivement président et fondateur de l'Adefdromil. Je suis également en contact avec le lieutenant colonel Matelly, président de GendXXI.

L'APG a une vision d'ouverture vis-à-vis des associations qui défendent les libertés fondamentales des militaires.

b) Sur la réforme annoncée par le Gouvernement

1. Avez-vous été associé (formellement ou informellement) aux travaux de M. Bernard Pêcheur et des cabinets ministériels sur les suites à donner à l'arrêt de la CEDH ?

NON, ni formellement ou informellement nous n'avons pas été associé aux travaux de Mr Bernard Pêcheur.

2. Quelle est votre opinion sur les règles par lesquelles M. Bernard Pêcheur propose d'encadrer les statuts et l'activité des associations nationales professionnelles de militaires ?

La France semble avoir été surprise par les deux décisions rendues en octobre 2014 par la CEDH.

A la demande du Président de la République, Monsieur Bernard Pêcheur a été missionné afin de trouver les réponses permettant de réduire la portée des arrêts de la CEDH tout en satisfaisant à minima aux exigences de ceux-ci. En l'état des suggestions formulées dans ce rapport et en raison du dispositif extrêmement restrictif prévu, les gendarmes et les militaires ne trouveront aucune amélioration de leur Liberté d'expression, tant pour la défense de leurs intérêts individuels que des intérêts collectifs.

3. Comment voyez-vous l'articulation entre le développement des associations professionnelles de militaires et la rénovation en cours du cadre traditionnel de concertation sociale (CSFM, CFM, etc.) ?

En ce qui concerne le cadre traditionnel de la concertation sociale (CSFM, CFM etc.) l'APG tout comme une majorité de gendarmes est consciente que ces organismes n'ont qu'un rôle consultatif et aucune possibilité de peser sur les décisions de la hiérarchie.

Les CSFM, CFM, CFMG, etc..... ne sont pas du tout représentatifs. Le mode de désignation

des membres (tirage au sort par un collège restreint) est loin d'être un modèle de démocratie. Un travail commun amènera obligatoirement une divergence au minima sur la reconnaissance des représentations.

Jugez-vous que les associations de retraités devraient continuer à siéger au CSFM dès lors que les retraités pourraient aussi faire partie des associations professionnelles de militaires ?

Néanmoins nous estimons que les retraités, riches de leurs expériences, doivent continuer à siéger au CSFM.

4. M. Pêcheur insiste beaucoup sur la nécessité d'obliger les associations à avoir un périmètre interarmes, inter catégoriels et si possible interarmées. Qu'en pensez-vous ?

L'APG est favorable à ce que les associations aient un périmètre interarmes et inter catégoriels. Néanmoins nous ne sommes pas favorable à un périmètre interarmées en raison de la spécificité des gendarmes qui tout comme les policiers dépendent pour emploi du ministère de l'intérieur.

En ce qui concerne le périmètre inter catégoriel, l'APG estime qu'officiers et sous-officiers se doivent mutuellement solidarité non seulement dans la défense de leurs libertés fondamentales mais également dans un esprit d'une même appartenance à notre Arme, la Gendarmerie Nationale.

Un travail commun ou des réflexions communes peuvent et doivent être ponctuellement réalisés, nous rejoignant sur des dossiers communs (déroulement de carrière, grille indiciaire, etc...).

5. Quel serait le bon échelon d'intervention pour les associations ? Des interventions au plan local seraient-elles pertinentes dans un contexte où le taux d'encadrement tend à se réduire, avec donc le risque d'une surcharge de travail pour le commandement ?

L'engagement doit et sera à tous les niveaux. Quant au risque de surcharge de travail pour le commandement il pourra facilement se libérer si, en premier lieu, on supprime les charges indues. C'est à la DGGN de faire en sorte pour que l'échelon d'intervention soit efficace et pertinent.

N'y a-t-il pas un risque de mimétisme vis-à-vis des syndicats civils, notamment de ceux des policiers compte tenu du fait que la GN est placée sous la même autorité ministérielle que la police ?

L'APG considère les termes de cette question comme inappropriés en raison du mot «risque». Cela laisse entendre que l'ensemble des syndicats de police représente un « risque » pour l'autorité de l'Etat. Nous tenons à faire remarquer que **la CEDH conclut que, si l'exercice de la liberté d'association des militaires peut faire l'objet de restrictions légitimes, l'interdiction pure et simple de constituer un syndicat ou d'y adhérer qui porte à l'essence même de cette liberté est une atteinte prohibée par la Convention.**

Rappelons que l'Article 11 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales précise que :

1 Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2 L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à

la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat.

A la Page 4 de son rapport Mr Pêcheur exclu tout droit syndical et ne tient pas compte des arrêts de la CEDH qui reconnaissent aux militaires la liberté d'association, laquelle comprend le droit de fonder des syndicats et de s'y affilier. Pourtant dans la 1ère partie du rapport, à la page 24, il reconnaît et énumère la portée directe des arrêts et ce qu'ils impliquent. Puis à la page 28, dans ses conclusions, il énumère ce qui résulte de son analyse de ces mêmes arrêts.

6. Dans un contexte de discussions parfois « franches et directes » entre, d'une part, les armées et le SGA et, d'autre part, Brienne et Bercy, n'y a-t-il pas un risque (ou, pour certains, une opportunité) que les associations soient « instrumentalisées » au profit d'une administration contre une autre ?

C'est à nous d'être prudents et clairvoyants. En tout cas le risque est beaucoup moindre qu'aujourd'hui ou la représentation au sein des armées est complètement phagocytée par le MINDEF. Si aujourd'hui nous nous engageons c'est justement pour éviter ce genre de situation.

7. Quels sont les arguments qui justifient pour vous que les associations professionnelles de militaires intègrent des retraités de l'armée ? Cette ouverture vous paraît-elle notamment compatible avec les limites qui s'imposent aux militaires d'active en matière de liberté d'expression ?

L'APG estime que le rôle des retraités au sein des APNM est primordial car ils disposent d'une véritable liberté de parole sans pression des autorités

Sans l'aide des retraités nous pensons que le militaire actif ne sera jamais en capacité de faire appliquer ses droits y compris avec l'aide des associations professionnelles.

En ce qui concerne les limites qui s'imposent aux militaires d'active en matière de liberté d'expression l'APG estime que cette question se rapporte au « devoir de réserve ».

Or à ce jour le devoir de réserve n'est pas défini ou encadré de manière législative. Il est laissé à l'appréciation de l'autorité immédiatement supérieur. Ce « problème » nécessite donc une étude particulière en complément du sujet qui nous préoccupe actuellement.

La Liberté d'Expression et la Devoir de réserve sont étroitement liés et interdépendants.

Merci de votre attention.

